COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IVe Internationale

N° 86 — Mercredi 26 avril 1978 — PRIX : 1 F

EDITORIAL

La situation en France : les travailleurs ne peuvent faire l'économie d'une seule lutte

LES élections sont déjà presque oubliées. On se demande même s'il y en a eu : les mêmes noms, les mêmes têtes réapparaissent chaque jour à la radio, à la télévision. « Sachez-le, je mènerai encore et toujours la même politique. Rien ne change. » C'est semble-t-il ce qu'a voulu dire Giscard en choisissant de garder pratiquement les mêmes ministres.

Et pour cette politique, le gouvernement n'a plus à se gêner : les élections sont passées. Il peut ouvertement défendre les intérêts des patrons. Ceux-ci tant en France qu'aux Antilles affirment ouvertement leur hargne et leur rapacité. Ils réclament la liberté des prix ! Qu'à cela ne tienne, Barre la leur accorde. Ce qui veut dire que les prix pourront augmenter « librement », pas seulement « beaucoup » comme depuis de longs mois, malgré un soi-disant blocage des prix, mais avec cette fois une autorisation officielle.

Alors que le gouvernement en autorisant la liberté des prix, s'engage dans une politique d'inflation galopante, il n'est pas question de débloquer les salaires et à plus forte raison d'accorder des augmentations substancielles. Barre fait peut être de la démagogie sur les bas salaires mais jusqu'à aujourd'hui aucun chiffre n'est donné pour une augmentation du SMIC.

Dans le même temps des voix se font entendre du côté du patronat pour que soient prises des mesures visant à obliger tout chômeur à accepter n'importe quel travail pour n'importe quel salaire, au risque de se voir rayer des listes de chômage. De telles mesures constituent un recul par rapport aux lois sociales existant en France et laissent entrevoir les mauvais coups — chômage et émigration accrus — que prépare le colonialisme aux Antilles.

Ces attaques de la bourgeoisie contre les conditions d'existence des travailleurs se font de manière hypocrite, en douce, quand elles ne sont pas présentées comme des avantages. Mais pour que cela puisse marcher, le patronat et l'Etat ont besoin de la caution des partis de gauche et des syndicats.

Ainsi, la fameuse ouverture sociale consiste tout simplement à associer les directions syndicales à une politique de négociation en contrepartie justement de leur caution.

Séguy comme Maire ont accepté comme un seul homme de se rendre à l'appel de Giscard puis de Barre. Or en l'absence de toute lutte, que peut-on négocier avec des ennemis des travailleurs qui ne veulent rien céder ? Ce que le patronat négocie c'est l'acceptation par les syndicats de mesures anti-ouvrières, en échange de quelques maigres avantages.

En fait, les syndicats se préparent à devenir les gardiens des mesures d'austérité sous la houlette de ce même Barre qu'ils prétendaient combattre avant les élections. Cela montre aussi que les travailleurs n'auraient pas pu compter sur ces gens-là, pas plus que sur les partis de gauche, au cas où les élections les auraient portés au pouvoir. Quel que soit le gouvernement en place, les patrons n'ont jamais connu qu'un langage, celui de la lutte.

C'est seulement par la mobilisation, par la grève, que les travailleurs peuvent arracher un quelconque changement.

Déjà, pendant des mois avant les élections, les partis de gauche et, avec eux, les syndicats, n'ont encouragé aucune lutte. A les écouter, il suffisait d'attendre les élections et tout changerait par un coup de baguette magique. Nous avons attendu. Assez joué à ce petit jeu des urnes où la classe ouvrière n'a rien à gagner. Et, en tout cas, nous n'attendrons pas cinq ans. Il est urgent que la classe ouvrière retrouve la confiance en sa force pour utiliser les moyens qui lui sont propres, la lutte.

Guadeloupe :

Dans les champs de canne une lutte quotidienne pour le pain

CETTE année, il n'y a pas eu de grande grève dans les champs de canne. Pourtant, les problèmes que rencontrent les ouvriers agricoles sont nombreux et bien souvent ils n'hésitent pas à mener des luttes ponctuelles pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Certes, les salaires ont augmenté quelque peu, mais ils restent toujours très bas, surtout si on les compare avec le coût de la vie. Le coupeur gagne 75,72 F et l'attacheuse, 73,85 F pour une tâche (à compter du 2 mars) au lieu de 68 et 65 F l'an dernier. Quand on sait que les travailleurs agricoles n'ont que six à huit jours maximum de travail par quinzaine et que le nombre de journées de travail est en régression constante au profit des machines, on comprend que l'effet de l'augmentation soit considérablement réduit.

C'est donc surtout à propos des journées de travail que les ouvriers agricoles sont mécontents. Depuis longtemps, les syndicats réclament un minimum de dix jours de travail par quinzaine et n'ont rien obtenu jusqu'à présent.

La colère est donc montée et

sur plusieurs habitations, les travailleurs ont protesté contre l'insuffisance du nombre de journées offertes.

C'est ainsi que le jeudi 6 avril, les travailleurs des habitations Blachon et Jabrun au Lamentin se sont rendus en délégation à l'usine Darboussier pour réclamer la garantie de dix jours de travail par quinzaine. Après une vive discussion, ils obligèrent Claverie, le directeur, à céder.

A Sainte-Rose, les mardi 11 et 13 avril, les ouvriers agricoles ont organisé un mouvement sur la plupart des habitations de la région pour obtenir du travail ces deux jours-là. Ils se sont rendus en délégation auprès des responsables de l'usine. Après une vive protestation, ils purent obtenir, à chaque fois, une demi-journée de travail mais payée pour une tâche entière.

Voilà des luttes qui montrent que les travailleurs agricoles sont loin d'accepter sans mot dire leur situation et peuvent obtenir satisfaction en se battant.

Martinique :

L'affaire Jalta conséquence de la violence de la droite

LES suites judiciaires du meurtre de Théolien Jalta, l'homme de main de la majorité qui a trouvé la mort le 9 mars lors de la conférence électorale de Michel Renard sur la savane à Fort-de-France, continuent à passionner l'opinion publique à la Martinique.

A la suite de la mort de Jalta, quatre employés municipaux sont sous les verrous.

Mais il importe de remarquer qu'aucune preuve n'a pu être trouvée contre eux. L'un d'entre eux est accusé tout simplement d'avoir frappé des hommes de main de Renard, ce qui montre bien que c'est pour une autre affaire qu'il est poursuivi.

Mais il n'empêche que la droite semble avoir trouvé un cheval de bataille pour s'attaquer, à travers les quatre inculpés, à la municipalité de Fort-de-France, au PPM et à toutes les forces de gauche en général.

Dans cette besogne, le journal départementaliste « Carib-Hebdo » s'est particulièrement illustré, désignant au moment où nous écrivons les inculpés, qui n'ont rien avoué comme les assassins de Jalta, et comme des hommes agissant pratiquement sous l'instigation de Césaire envoyés en commandos pour tuer et agresser.

En réalité, la droite fait d'autant plus de bruit que ses responsabilités sont lourdes dans l'incident qui a entraîné la mort de Jalta.

C'est tout d'abord Michel Renard, son candidat dans le centre, déjà condamné pour violences en 1974, qui déclare qu'il est armé et qu'il sait se servir de son arme.

C'est ensuite le recrutement de dizaines de nervis pour assurer le déroulement de la campagne de Renard à Fort-de-France. Ils étaient une bonne soixantaine le jeudi 9 mars, visiblement armés, prêts à tout pour « protéger » Renard.

Il y a aussi la personnalité de Jalta, agent recruteur de la droite, payé à chaque élection pour assurer la campagne des hommes de la majorité et déjà condamné pour violences en période électorale.

Mais le sommet dans la provocation fut atteint par Renard lui-même qui, envoyant ses hommes charger la foule l'insultait en ces termes : **« Ce sont des lâches, ils fuient comme des lapins... mal habillés, ils fuient devant trois hommes »** et autres injures de la même eau.

Quoi d'étonnant qu'il y ait eu des gens qui n'aient pas voulu fuir et qui ont riposté à ceux qui les menaçaient.

Tout cela montre bien que ce sont les hommes de la droite qui sont responsables de la mort de Jalta.

C'est d'ailleurs cette même droite qui défend le régime colonialiste ici, aux Antilles.

Et ce régime n'arrive à se maintenir ici que par la répression et la violence les plus féroces, l'une d'entre celles-ci étant la violence électorale, pour laquelle un Renard a déjà été condamné.

Mais, il y a aussi, la répression des grèves et des manifestations anti-colonialistes : Mai 1967, à Pointe-à-Pitre, Gérard Nouvet en 1971, Ilmany et Marie-Louise en 1974 sont là pour nous le rappeler.

Alors les accusations de violence de la droite à l'encontre du PPM doivent être prises pour ce qu'elles sont : une tentative de se dédouaner et de rejeter sur les autres ses propres responsabilités.

Quant à nous, nous sommes solidaires des quatre inculpés et sommes prêts à soutenir toute action qui se fera en leur faveur.

MARTINIQUE :

Dans les hôpitaux, ça va mal !

Laboratoire de l'hôpital civil : à droite, notre camarade Ghislaine Joachin-Arnaud.

DANS la plupart des hôpitaux en Martinique, le problème des effectifs se pose. Depuis le plan Barre, les administrateurs ont reçu des ordres très stricts dans les hôpitaux pour refuser ou freiner l'embauche de nouveaux agents.

Ainsi, depuis 1977, nombreux sont les établissements où le personnel n'a pas augmenté. C'est le cas pour le CHF, Trinité, Robert, Marin...

Aussi ne vous étonnez pas d'apprendre que le chef du personnel du Lamentin demande à un infirmier d'assurer la garde de nuit dans son service (plus de 50 lits) et d'assurer aussi celle du service des Entrées situé à plusieurs dizaines de mètres de l'autre.

Au Saint-Esprit, il a fallu qu'on trouve, en l'espace d'une semaine, trois vieillards morts pour que le directeur embauche quelqu'un pour la surveillance de nuit. Mais le comble est certainement atteint à l'hôpital de Trinité. Depuis quatre mois, le nouvel hôpital est ouvert. Mais la préfecture n'a pas jugé nécessaire de prévoir la création de postes supplémentaires. Toutes les promesses faites au personnel d'attendre l'ouverture du nouvel hôpital pour l'embauche d'agents nouveaux et pour la titularisation des temporaires, volent en éclats. Aujourd'hui, à Trinité, on compte près de 85 % d'agents temporaires et ceci dans toutes les catégories (infirmiers, aide-soignants, ouvriers, puéricultrice, etc.).

Au Centre Hospitalier de Fort-de-France, le personnel demande 238 postes supplémentaires depuis 1977. Ce n'est qu'en avril 1978 que la préfecture et le ministère ont donné leur accord pour 98 postes, représentant une partie de ce qui était nécessaire en 1977.

Au Robert, la maternité a été transformée en hospice, mais là aussi le personnel nécessaire au fonctionnement d'un hospice n'a pas été prévu. Résultat : les employés sont embauchés en tant que temporaires.

Face à cette situation, le personnel des hôpitaux en Martinique s'organise et fera entendre très certainement sa voix dans les semaines qui viennent.

Le gouvernement Barre s'attaque aux fonctionnaires

LE régime des congés dits « administratifs » qui permettaient aux fonctionnaires français exerçant dans un DOM de se rendre en France tous les deux ans pendant quatre mois — voyage payé — vient d'être modifié par le gouvernement.

Le régime appliqué aux fonctionnaires antillais travaillant dans leur pays d'origine a changé aussi. Désormais, ils n'auront plus droit aux six mois de congé tous les cinq ans — avec le voyage payé là aussi.

Le nouveau système en vigueur donne un mois de congé supplémentaire — par rapport aux congés normaux — à tous les fonctionnaires travaillant dans les DOM et aux originaires des DOM travaillant en France.

Tous les trois ans, les fonctionnaires travaillant loin de leur pays d'origine auront droit à ce congé et au voyage payé par l'Etat.

Les seuls pour qui une discrimination a été introduite, c'est la catégorie des fonctionnaires originaires des DOM résidant dans leurs pays. Ceux-ci auront droit à un mois tous les cinq ans et n'auront que la moitié du voyage payée par l'administration.

Une autre discrimination qu'il faut souligner : c'est que les fonctionnaires antillais travaillant en France devront attendre 1979 pour bénéficier de ces congés.

Pour beaucoup de postiers et d'autres catégories les moins aisées de travailleurs de l'Etat travaillant en France, ce nouveau régime de congés va représenter un avantage. Mais les fonctionnaires originaires des DOM et TOM et y travaillant sont probablement mécontents de ces nouvelles dispositions. Les syndicats de Guadeloupe appellent déjà à une réunion pour préparer la riposte.

Il est bien vrai que les avantages et la situation générale des fonctionnaires en font des travailleurs dont le niveau de vie est très supérieur à celui des autres salariés. Il y a une distance très grande entre le niveau de vie d'un enseignant ou d'un employé des contributions et celui d'un travailleur de la banane par exemple.

Pourtant, il ne faut pas admettre que l'Etat revienne sur les avantages acquis par les fonctionnaires. Et cela, d'autant plus que ces congés administratifs qui mettaient périodiquement pour une période assez longue des centaines de fonctionnaires en congé permettaient de faire travailler des centaines de jeunes notamment les « remplaçants » dans l'enseignement.

Il faut ajouter que devant la façon cavalière et brutale dont cette modification a été faite, les fonctionnaires sont inquiets et se demandent si le prochain mauvais coup — plus grave celui-là — ne serait pas la suppression pure et simple des 40 % de prime à la vie chère qu'ils touchent.

Les patrons trafiquent les bilans, ouvrons les livres de compte

AU mois de décembre 1977, les travailleurs de l'usine Beauport en Guadeloupe avaient obligé le directeur Bernadac et le P-DG à réembaucher treize de leurs camarades, en déclenchant un mouvement déterminé. Après plusieurs jours de grève et la séquestration des patrons durant plusieurs heures dans une voiture, ceux-ci avaient accepté de négocier, puis de reprendre les treize ouvriers. Lors de ces négociations, le comité d'entreprise avait exigé un contrôle des comptes de l'exercice 1976-1977, car la direction prétextait un fort déficit pour licencier ces ouvriers.

Le rapport du contrôleur des comptes est désormais connu. Et les pertes accusées sur l'exercice 1976-1977 passent de 3.878.024 francs sur le bilan de la société, à 449.046 F après le contrôle.

C'est dire que de nombreux postes venant au passif avaient été « forcés ». Il semble, par exemple, que certaines factures soient passées à deux reprises, ou bien que certains travaux devant être amortis sur plusieurs années aient été pris en compte en totalité sur 1977 ; sur d'autres postes de dépenses, il n'aurait pas été possible d'obtenir des précisions.

Bref, à la suite de ce rapport, les ouvriers de Beauport ont la preuve que la SAUB (société anonyme de l'usine Beauport) n'était pas tellement déficitaire et que le licenciement de treize ouvriers ne pouvait aucunement être justifié par des raisons économiques comme le faisait la direction. Bien au contraire, ils ont pu voir le déséquilibre existant entre les salaires annuels des ouvriers et celui des seize cadres de l'usine. D'autres exemples montrent que de nombreux avantages de la direction sont intégrés dans ce bilan sous forme d'aides techniques ou d'honoraires, et viennent encore grossir artificiellement le déficit.

Mais en définitive, le cas du bilan de l'usine de Beauport est loin d'être isolé. A cette époque de l'année, les derniers bilans doivent être arrêtés et, fiévreusement, les patrons passent quelques nuits blanches à « arranger les chiffres » dans le sens qui leur convient le mieux.

Ils peuvent avoir besoin de laisser apparaître un bilan nettement positif, vis-à-vis des actionnaires par exemple ; le plus souvent, ils décident de présenter les bénéfices inférieurs aux bénéfices réels pour ne pas payer trop d'impôts ou bien, pour ne pas avoir à augmenter les salaires des travailleurs. Ils peuvent aussi décider de gonfler un léger déficit pour justifier des licenciements.

Bien plus, face aux risques de tripatouillages des bilans, les travailleurs doivent exiger l'ouverture des livres de comptes et leur contrôle systématique.

On embauche en France.. pour la Martinique...

Quelle n'a pas été l'indignation de camarades antillais résidant en France en entendant certaines offres d'emplois de France Inter.

Cette radio annonçait à ses auditeurs que des postes d'éducateurs étaient à pourvoir en Martinique, certainement pour le centre du Clair Logis qui doit réouvrir ses portes.

Cela signifie-t-il que la nouvelle direction du Clair Logis — composée entre autres d'un juge d'enfants, du directeur de la DDAS, du président de la Sauvegarde (la société propriétaire), d'un directeur éducatif relevant du ministère de la Justice... — ne veut pas recruter des candidats martiniquais ? Pourtant ce ne sont pas les éducateurs qui font défaut en Martinique. Il y a au moins ceux qui travaillaient déjà dans le centre avant qu'un conflit ne les oppose à l'ancienne directrice, Mlle Pilotin. Mais voilà, les autochtones ne sont peut-être pas assez dociles, aussi tente-t-on de recruter du personnel français qui, du fait des avantages dont il pourra bénéficier, risque de l'être davantage.

Quant aux Martiniquais, dans la logique du colonialisme, ils n'auront plus qu'à émigrer. C'est cette logique qu'il faut briser.

... Des VAT, pas des Antillais

Selon les derniers chiffres publiés au mois d'avril 1978, le nombre de VAT (volontaires de l'assistance technique) s'élève à plus de trois cents.

Dans toutes les administrations et même dans certaines entreprises privées, on trouve à tous les niveaux des postes occupés par des VAT et leurs épouses.

Ces VAT, ce sont des jeunes qui accomplissent leur service militaire sous la forme d'un service civil outre-mer. Ils sont régis par le préfet. Les emplois qu'ils occupent pourraient être pourvus par des Antillais, mais l'administration préfère les utiliser parce qu'ils n'ont pas le droit de revendiquer, ni de faire grève, ni non plus celui de faire de la politique.

Air-France augmente ses tarifs

La compagnie Air France vient à nouveau d'augmenter ses tarifs de 6 % sur le réseau des Antilles. Cela est d'autant plus scandaleux que cette ligne est sans doute l'une des plus rentables, avec en 1975 et 1976 près de 2 milliards anciens de bénéfice annuel.

Dans le même temps, face à la concurrence des compagnies internationales, les tarifs des voyageurs en direction de l'Atlantique nord (Etats-Unis, Canada) ont baissé notablement : Paris - New York aller-retour coûte moins de 1.500 F, tandis qu'il faudra plus de 2.300 F pour voyager en bloc de sièges entre les Antilles et la France, soit 3.300 F selon la formule « excursion ». Mieux vaut ne pas évoquer le prix du billet à plein tarif. Or, pour obtenir un « bloc de sièges », il faut faire ses réservations plusieurs mois à l'avance ! Autant dire que cela constitue un obstacle considérable pour un travailleur qui a des difficultés pour économiser le prix du voyage, et qui risque d'avoir des problèmes avec son employeur pour fixer ses congés très longtemps à l'avance. En cas de changement, il perd la caution de 10 % qu'il aura dû verser pour réserver sa place ! En ce qui concerne le voyage Guadeloupe-Martinique, il passe à 300 F, ce qui est inadmissible pour une aussi courte distance, et met encore un frein aux communications entre les deux îles.

Une telle situation est rendue possible par le fait que la compagnie Air France dispose du monopole du transport entre la France et les Antilles et entre les deux îles. Elle fait ainsi payer aux Antillais, contraints à l'exil par la situation de chômage engendrée par le colonialisme, le déficit qu'elle enregistre sur d'autres lignes.

Cette compagnie d'Etat, avec un tel monopole, devrait au contraire être un service public, c'est-à-dire favoriser au maximum les échanges entre les Antilles et la France, et entre Martinique et Guadeloupe, sans souci de rentabilité. Au lieu de quoi, non seulement les tarifs sont de plus en plus élevés, les réservations de plus en plus difficiles à obtenir, mais encore le service à bord tout à fait médiocre.

Il est urgent de réagir pour imposer sur la ligne des Antilles des tarifs comparables à ceux pratiqués sur les autres lignes.

Le PPM et la traversée du désert... électoral

APRES l'échec électoral de la gauche aux législatives, le PPM, malgré son relatif succès sur Fort-de-France, doit néanmoins faire face à l'attente et à l'interrogation de ses militants.

Car, après avoir pendant des mois et des mois fait miroiter aux yeux de ses partisans que l'autonomie était enfin à portée de la main, le PPM se trouve brusquement vidé de tout ce qui faisait sa raison d'être depuis des mois. Pour ses sympathisants et électeurs, en effet, la déception fut amère, le but tant convoité se trouvant brutalement reporté de quelques années dans l'avenir.

Il s'agit donc maintenant pour le PPM de trouver un aliment nouveau susceptible d'encourager ses troupes et de les faire patienter jusqu'aux prochaines élections législatives de 1983, date à laquelle le parti se jettera de nouveau à corps perdu dans la bataille électorale.

Pour ce faire, le PPM a donc choisi de galvaniser ses troupes en les lançant à l'assaut des communes du Nord et du Sud où, dit-il, un travail d'éducation doit être entrepris, particulièrement en direction de la jeunesse. Il entretient à cet effet toute une agitation qui soit en mesure de lui gagner l'enthousiasme des militants (appel à constituer une organisation de jeunes, encouragements au travail dans les communes, élan donné aux activités et aux réalisations d'ordre culturel, etc.).

D'autre part, l'affaire Jalta et la répression qui frappe les employés municipaux et qui, dans une certaine mesure, vise le PPM, permet à celui-ci de resserrer autour de lui les rangs de ses partisans.

Le PPM est sans conteste à l'heure actuelle un parti fort, capable d'appeler à la mobilisation des milliers de gens. Les dernières élections ont confirmé d'ailleurs la progression de son influence et de son assise parmi les masses populaires.

Mais la politique suivie par ce parti est une politique réformiste : le PPM est incapable de proposer aux travailleurs et aux couches exploitées d'autres perspectives que celles des élections. Hors des élections, point de salut : voilà ce qu'il dit aux milliers de travailleurs et de petites gens qui lui font confiance. Il s'applique à les convaincre que le véritable changement ne peut provenir que des 1 ou 2 % de voix qui feront pencher la balance électorale en faveur de la gauche. Pour lui, la lutte que doivent mener les opprimés pour leur libération doit se borner au strict plan électoral.

Mais il ne propose rien, car tels ne sont ni sa volonté ni son but, qui puisse permettre aux travailleurs d'apprendre à se battre en vue de triompher un jour de leurs exploiteurs. Le PPM ne remet pas en cause le système capitaliste. Il n'aspire qu'à jouer un rôle d'interlocuteur responsable, représentant le peuple martiniquais, dans le dialogue qu'il souhaite voir instauré avec le gouvernement français. Mais il ne milite pas pour que les travailleurs prennent eux-mêmes en main la direction de leurs propres luttes pour renverser la société colonialiste et capitaliste. C'est pourquoi il tient tant à les persuader que leur seule force réside dans le bulletin de vote et qu'il faut savoir patienter jusqu'à ce que les urnes se soient à nouveau prononcées.

Et c'est cette longue période d'attente électorale que le PPM s'apprête aujourd'hui à faire traverser sans dommage à ses militants. Sans que ceux-ci ne lui posent trop de problèmes.

Une affiche électorale du PPM : Un programme alléchant... mais ce n'est pas le bulletin de vote qui l'imposera.

MARTINIQUE

BATIMENT, les petits patrons dénoncent l'accord de mars

Le chantier de la mairie de Fort-de-France.

De façon spectaculaire, les petits patrons du Bâtiment annonçaient, au début du mois d'avril, leur intention de dénoncer l'accord du 9 mars qu'ils avaient signé avec les syndicats ouvriers.

Rappelons que l'accord concédait aux ouvriers :

1) L'indemnité de transport.
2) Une prime d'ancienneté.
3) 450 F de paiement des jours de grève.

Les petits patrons se disent lésés du fait que l'accord était assorti de certaines garanties que leur avait faites la préfecture, qui n'ont pas été respectées. Il s'agissait notamment de la remise de leurs dettes à une date ultérieure, l'ajournement de leurs cotisations à la sécurité sociale, ainsi que l'avance financière de la banque pour les 450 F et la répartition des marchés publics au niveau des petites entreprises.

Dans cette affaire, les grosses entreprises, françaises pour la plupart, sont les seules à tirer leur épingle du jeu. Car avec les moyens que leur donne l'administration d'ajourner leurs dettes, c'est encore elles qui rafleront l'essentiel des travaux qui seront débloqués par les pouvoirs publics.

Il se trouve donc que les adversaires et les responsables des déboires des petites entreprises sont les grosses sociétés françaises. C'est à elles que doivent s'en prendre les petits entrepreneurs pour mettre fin à leurs difficultés.

Les travailleurs, eux, n'ont pas à supporter les conséquences de ces difficultés. Ils ont raison de réclamer le respect de l'accord de mars et donc le paiement des 450 F.

20e anniversaire du PCG

20 ans en dehors de la lutte révolutionnaire

L'ECHEC subi par la gauche aux élections en général et en particulier par le Parti Communiste Guadelopéen a sans doute fait réfléchir plus d'un militant de ce parti et les aura fait douter au moins quelques instants de la politique menée par leur parti.

La célébration du 20e anniversaire de la fondation du PCG a permis à la direction du PCG de redorer aux yeux de ses militants un blason quelque peu terni par son échec électoral. Un vaste rassemblement de 1.500 militants et sympathisants fut organisé au Centre des Arts et de la Culture, une campagne d'affiches et de grands articles parus dans **L'Etincelle** ont fait apparaître l'ampleur que le PCG a voulu donner à cette célébration.

Ces vingt ans que le PCG a fêtés, sont les vingt ans de son existence en tant que Parti Communiste indépendant (avant 1958, il était fédération guadeloupéenne du PCF).

Mais, cette indépendance organisationnelle ne modifiera aucunement les positions politiques du PCG qui resteront fidèlement alignés sur celles de Moscou et du PCF. C'est dire que le PCG est avant tout un parti stalinien. Le réformisme, l'électoralisme, le manque de démocratie à l'intérieur du parti en sont ses caractéristiques principales.

La seule modification politique qui est apparue à la fondation du PCG a été la revendication de l'autonomie. En effet, le vent de décolonisation, les luttes anti-colonialistes qui se déroulent à travers le monde à cette période, la pression de la jeunesse et des étudiants a poussé le PCG à prendre le tournant, comme il le dit lui-même, à « poser le problème national ». Cependant, malgré la répression subie par ses militants en tant qu'autonomistes, le PCG va consacrer l'essentiel de ses forces aux élections. Il gagne des municipalités, des postes au Conseil général et néglige un peu plus le terrain des entreprises et les luttes ouvrières.

Cette politique fut en partie la cause d'une scission en son sein. En 1967, le PCG exclut de ses rangs bon nombre de militants, jeunes et syndicalistes parmi les plus actifs, qui s'opposent à sa politique au nom d'un nationalisme plus radical. Cette scission affaiblira beaucoup l'influence du PCG dans les entreprises dans lesquelles certains exclus dirigeaient aussi d'importantes sections syndicales.

Depuis, le PCG s'est surtout caractérisé par sa passivité, son absence des luttes ouvrières, les plus importantes, enfoncés que sont ses dirigeants dans l'action municipale et l'électoralisme.

Cependant, par son implantation dans une fraction non négligeable de la classe ouvrière, le PCG reste encore à l'heure actuelle le premier parti ouvrier de la Guadeloupe et conserve une audience importante dans la population.

Mais quelle perspective peut encore offrir aujourd'hui le PCG à ses centaines de militants et sympathisants et à ses milliers d'électeurs ? Aucune, en réalité. Les travailleurs font confiance au PCG parce qu'ils désirent un changement, mais ce n'est pas sur un tel parti qu'ils doivent compter pour cela. Pour changer les choses, il faut y mettre le prix, c'est un combat résolu, une mobilisation effective des travailleurs qu'il faut mener contre le pouvoir capitaliste et colonial. Les dirigeants du PCG ne sont pas prêts à payer ce prix là.

Les travailleurs ont besoin d'un parti bien plus dynamique certes, mais aussi d'un parti politiquement différent, un véritable parti révolutionnaire, un parti qui n'aura pas de communiste que le nom.

Le 22 mai 1848

En février 1848, la révolution éclate en France. Sous la poussée de la classe ouvrière et des libéraux républicains comme Schoelcher est votée la loi d'abolition de l'esclavage le 27 avril.

Mais le décret n'est pas encore parvenu à la Martinique que le gouverneur de l'île est obligé de proclamer l'esclavage aboli à la Martinique : c'est le 22 mai.

Que s'est-il donc passé ?

Les esclaves impatients d'obtenir leur liberté se sont en effet soulevés en masse dans tout le pays, prenant les armes, brûlant des demeures d'esclavagistes, ripostant à la troupe venue les massacrer, imposant aux propriétaires et aux autorités une terreur telle que ceux-ci s'empressent de signer l'acte d'abolition.

Un simple incident a déclenché la révolte : l'arrestation d'un esclave qui battait du tambour malgré l'interdiction de son maître. Mais cela a suffi pour que toute la population esclave se mette debout et tente de briser ses chaînes. C'était la cinquième grande révolte depuis 1800.

22 mai 1848 : cette date est un symbole. Le symbole que les opprimés ne doivent compter que sur leurs luttes pour arracher leur liberté et conquérir leur émancipation.

Bientôt le Ve Gala de Combat Ouvrier en Guadeloupe

Dans quelques semaines, le 17 juin, aura lieu en Guadeloupe, le Ve Gala de Combat Ouvrier.

Ce sera une nouvelle fois l'occasion pour tous ceux qui sympathisent de près ou de loin avec nos idées, de se retrouver dans une ambiance gaie et fraternelle.

Ils pourront assister dans une première partie à la prestation d'artistes divers : chanteurs, musiciens, danseurs, conteurs. Le bal, qui clôturera la soirée, permettra à tous ceux qui nous connaissent de se détendre en compagnie de nos camarades et sympathisants, et de faire plus ample connaissance.

La politique ne sera pourtant pas absente : des panneaux présenteront l'essentiel de nos activités et les grandes lignes de notre politique. Les participants pourront se procurer à prix réduit de bonnes lectures (romans, livres politiques) évoquant souvent les luttes ou les problèmes quotidiens des travailleurs.

Enfin, ceux qui ont l'estomac ou le palais sensibles pourront se restaurer et boire, à un prix raisonnable, à notre bar et déguster des mets succulents.

Venez nombreux, le 17 juin, au Ve Gala de Combat Ouvrier !

Invitez vos parents et amis !

Vous pourrez, dès le mois de mai, vous procurez vos cartes auprès de nos militants.

Les contestataires du PCF le trouvent encore trop à gauche

DES le lendemain des élections et du fait de l'échec électoral de la gauche s'est développée au sein du Parti Communiste Français une assez vive discussion. Elle est essentiellement animée par des intellectuels et des cadres du parti qui polémiquent publiquement avec leur direction, par le canal de la grande presse.

Ces « contestataires » reprochent à leurs dirigeants d'être en partie responsables de l'échec de l'Union de la gauche, faute d'avoir appliqué jusqu'au bout la politique définie au XXII° congrès du PCF. Ils reprochent au PCF d'être apparu comme trop radical vis-à-vis de toute une série de couches de la population, de ne pas avoir été assez conciliant dans les négociations avec Mitterrand. **« Nous souffront de pas assez ce XXII° congrès »** a déclaré Jean Elleinstein, l'historien du PCF.

Ainsi, pour la plupart des critiques actuels du PCF, Marchais a trop répété qu'il fallait faire payer les riches, il s'est trop inquiété des pauvres, le Parti n'aurait pas dû « se cramponner frénétiquement à « sa » classe ouvrière ».

Qui plus est, pour Jean Elleinstein, l'étiquette de communiste est d'ailleurs de trop car « elle constitue un lourd handicap par rapport à l'opinion française ».

Finalement, ce que veulent ces « opposants »-là, c'est que le PCF continue de faire des concessions et qu'il les fasse plus vite et plus franchement.

Ces « dissidents » n'ont rien à voir avec la classe ouvrière tout au plus ils veulent utiliser l'influence qu'a sur elle le PCF comme monnaie d'échange contre quelques strapontins ministériels, comme sauf-conduit pour gérer une parcelle des intérêts de la bourgeoisie.

En fait, ils reprochent au PCF de ne pas virer assez rapidement à droite.

Bien entendu, nous révolutionnaires, sommes résolument opposés à ce types de critiques. Ce que nous reprochons au PCF, mais aussi aux différents Partis Communistes des Antilles, c'est justement le contraire, c'est de ne plus défendre les intérêts des travailleurs, c'est de se servir des travailleurs pour leurs ambitions électorales.

Aussi pensons-nous que les travailleurs les plus conscients doivent laisser les aspirants à la gestion de la société bourgeoise se lamenter et doivent rejoindre les révolutionnaires pour construire de véritables partis communistes, des partis qui voudront réellement renverser ces sociétés pourries.

LE PC ESPAGNOL RENVOIE LENINE AU MUSEE

● A l'occasion de son neuvième congrès qui s'est tenu à Madrid les 19, 20 et 21 avril, le Parti Communiste Espagnol vient de décider de ne plus se réclamer du léninisme. Il sera désormais un parti marxiste, révolutionnaire et démocratique.

Ce changement est tout simplement un rajustement à la réalité car il y a bien longtemps qu'il n'y a plus un seul léniniste parmi les dirigeants du PCE dont la politique consiste à apparaître le plus modéré possible.

Mais dans les reniements, le PCE n'est pas un cas particulier, il est tout simplement en avance d'une petite longueur sur ses confrères de France et des Antilles.

PENTECOTE 78 FETE DE LUTTE OUVRIERE

Nous invitons tous nos lecteurs, tous les travailleurs antillais en France à la fête de Lutte Ouvrière, l'organisation d'Arlette Laguiller. Cette fête est l'occasion de se détendre, de passer un, deux jours voire même trois en pleine nature. Elle est aussi une occasion pour discuter de tous les problèmes qui concernent les travailleurs. De nombreux débats, expositions, sur des sujets les plus variés seront organisés. Les travailleurs antillais pourront aussi venir aux stands de Combat Ouvrier pour déguster les spécialités du pays et débattre avec nos camarades des problèmes qui les préoccupent.

Rendez-vous donc à la fête de Lutte Ouvrière les 13, 14, 15 mai 1978. Pour y aller, un service permanent de cars à partir de la porte de la Chapelle.

Toto Bissainthe

Du 25 au 29 avril, la scène du Théâtre de la Ville à Paris accueillera une chanteuse haïtienne, Toto Bissainthe.

Au travers des chansons de Toto Bissainthe, c'est tout un peuple qui crie son refus de la misère, de l'exploitation, son aspiration à la dignité.

C'est un spectacle qu'il ne faut absolument pas manquer.

Toto Bissainthe - Théâtre de la Ville - Métro Châtelet - 18 h 30 - Entrée : 14 F.

ITALIE : « Les Brigades Rouges » un bon prétexte pour renforcer la répression

EN Italie, l'annonce de la condamnation à mort d'Aldo Moro par les Brigades rouges a soulevé une vague de peur et d'indignation aussi bien au sein de la bourgeoisie que dans la population elle-même.

Aldo Moro est un homme politique au service de la bourgeoisie et son sort ne nous attriste pas. Cependant, l'action des Brigades rouges ne va absolument pas dans le sens des intérêts des travailleurs. Ces gens-là n'ont rien à voir avec le prolétariat, ni par leurs méthodes, ni par l'objectif qu'ils visent. Le seul résultat de leur action est d'avoir facilité la tâche des syndicats et des partis réformistes qui poussent les travailleurs dans les bras de leurs ennemis bourgeois.

L'action des Brigades rouges procurera au gouvernement italien un certain consentement populaire pour renforcer la répression, augmenter les droits des effectifs de police et autres bandes armées.

Et au milieu des concerts de protestation, le PCI y va de son petit couplet sur la solidarité nationale, appelant la population à exprimer son soutien au gouvernement, en se mettant en grève ou en manifestant. Sous couvert de faire face aux actions terroristes, le PCI se fait le partisan acharné du renforcement des forces de police, voire de la création d'un corps spécialisé anti-terroriste. Et ceci parce que, loin d'avancer dans ses investigations, la police italienne se fait quotidiennement ridiculiser.

C'est criminel. Car cette police, au nom de la lutte contre le terrorisme, s'en prendra demain aux travailleurs en lutte et à tous ceux qui n'acceptent pas que le régime devienne de plus en plus autoritaire.

Et pour les travailleurs italiens, il y a un autre choix entre le terrorisme stupide et criminel des Brigades rouges et la politique d'un PCI entièrement et servilement soumis à la bourgeoisie.

TCHAD : des légionnaires français au secours de la dictature

LES troupes tchadiennes ont été mises en déroute par les rebelles du FROLINAT. 2.500 soldats gouvernementaux ont été tués ou faits prisonniers sur 5.000 que compte cette armée.

Le gouvernement français pour prévenir la chute de son protégé le général Malloum, dictateur du pays a dépêché, dans la nuit du 18 au 19 avril, plusieurs centaines de légionnaires au Tchad. Ces légionnaires vont s'ajouter aux coopérants militaires et aux contractuels français déjà sur place. Ils y sont pour tenter de mater la révolte dirigée par le FROLINAT.

Cette basse œuvre a déjà été effectuée par cette même armée française dans ce pays entre 1969 et 1972.

L'intervention de la France a pour but de soutenir le régime en place de façon à protéger et à maintenir le pillage des richesses du pays par les capitalistes français. Depuis l'époque coloniale, ce pays est exploité par les bourgeois français. Aujourd'hui encore le coton, l'uranium sont contrôlés par des capitaux français, même l'actuelle administration est aux mains des Français. Si bien que l'indépendance, qui a été accordée au Tchad en 1958, n'a rien changé de ce point de vue. L'ancien gouverneur a été remplacé par un Tchadien mais la bourgeoisie française continue à accaparer la plus grande part du gâteau provenant de l'exploitation des richesses et de la population du pays.

C'est cette exploitation que les soldats français ont été maintenir au Tchad. Pour protéger les intérêts de sa bourgeoisie dans les pays africains, le gouvernement français n'hésite pas, il envoie des soldats et s'oppose par la violence à toutes tentatives d'émancipation de la population. C'est cette ligne politique qui dicta l'intervention française au Zaïre et en Mauritanie l'an dernier, comme au Gabon il y a plus longtemps.

Tous les travailleurs ont à dénoncer ces interventions.

PTT Clignancourt - Paris : UN RACISTE DEMASQUE

Trop de postiers antillais à Roissy, tel est le problème du chef de centre raciste du Tri Clignancourt. Ce dernier, également responsable de l'entrepôt postal de Roissy, où une grande partie des agents du Tri Clignancourt ont été envoyés, n'a pas eu honte d'adresser à un des directeurs départementaux à Paris la lettre suivante : **« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'affectation à l'entrepôt postal CDG (Roissy) d'agents originaires des DOM-TOM venant de Paris Clignancourt et la mutation entrante de deux autres venus d'Aubervilliers a porté à plus de 50 % le nombre des agents originaires des DOM-TOM affectés au service de la manutention.**

Cette proportion très importante n'est pas sans conséquence sur la qualité du service mais aussi sur la conduite des brigades. Je crains que l'entrepôt, à la suite du départ de métropolitains, ne compte bientôt plus que des agents originaires des DOM-TOM, ce qui ne saurait être admis... »

Mais ce genre de lettre « confidentielle » risque de lui coûter cher. Les travailleurs du centre de tri Clignancourt informés, ont réagi immédiatement et organisé des assemblées. Ils attendent aujourd'hui la réponse du ministre des PTT à qui ils ont envoyé une pétition unanimement signée dans tous les services et dans laquelle ils lui demandent de désavouer ce chef.

Câbles de Lyon : LE RACISME SEVIT

Malgré la mobilisation des travailleurs antillais qui se sont rendus, accompagnés de nombreux camarades, au bureau du chef de secteur, un ouvrier antillais vient d'être licencié, parce qu'un contremaître l'a trouvé « trop mou » après un essai de quinze jours seulement sur une machine. Pourtant, notre camarade avait changé de poste et son nouvel essai ne posait aucun problème.

Mais que ce contremaître raciste qui colporte des ragots du genre : « Aux PTT, cinq Français feraient le travail de dix Antillais », sache que les Antillais restent mobilisés.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Jocelyn BIBRAC
Adresser toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE
FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728
TARIF DES ABONNEMENTS
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal
Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566 71 La Source